

Aide au développement

J'ai déjà parlé du caractère immoral des dépenses consacrées à l'armement. Autrement dit, il a toujours été plus facile de mettre des armes en place que de s'en débarrasser plus tard. L'accord de la semaine dernière représente l'aboutissement de mois et même d'années de négociations, de chamailleries, de faux espoirs et d'attentes déçues. N'est-il pas insensé que nous pussions tous un soupir de soulagement lorsque les superpuissances parviennent à s'entendre pour supprimer des armes qui, en principe, étaient destinées à nous protéger. Il est de plus en plus ridicule que, pendant ce temps, les Canadiens envisagent d'augmenter leur contribution à la course aux armements.

En tant que moyenne puissance, le Canada ne participe pas à cette course de la même façon que les États-Unis, la Russie ou même la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne de l'Ouest. Nous y consacrons toujours 10,3 milliards par an. On nous demande de dépenser plus au nom de la sécurité nationale. A l'heure actuelle, je n'ai pas la naïveté de préconiser un désarmement unilatéral. J'affirme, toutefois, que l'accroissement de nos dépenses militaires n'augmentera pas notre sentiment de sécurité ou notre sécurité réelle.

Par contre, tout ce que nous pourrions faire pour atténuer les tensions mondiales contribuerait à notre sécurité.

Murray Thomson, de Peacefund Canada, a cité ces paroles du regretté Olaf Palme, de Suède, qui a dit: «La sécurité doit être réalisée non pas contre un adversaire, mais avec lui». C'est parfaitement vrai dans le monde où nous vivons. Nous devons trouver des moyens d'assurer notre sécurité commune. Nous ne pouvons pas nous retrancher dans une forteresse pour garantir notre sécurité contre un adversaire.

A première vue, si le Canada diminuait de 1 p. 100 ses dépenses militaires, ce ne serait pas très important. Mais ce serait déjà un début qui entraînerait une diminution correspondante dans certains pays du Tiers monde. L'idée voulant qu'on réduise les dépenses militaires pour consacrer cet argent au développement n'a rien de nouveau.

Dans son ouvrage intitulé *Safe and Sound: Disarmament and Development in the 80s*, Clyde Sanger résume les résultats de l'étude de trois ans effectuée par Inga Thorsson sur le désarmement et le développement pour le compte des Nations Unies. Il souligne que plusieurs propositions différentes ont été faites pour résoudre ce problème.

Par exemple, en 1955, le premier ministre français, Edgar Faure, a proposé que tous les pays réduisent leurs dépenses militaires d'un pourcentage croissant chaque année et versent une partie des économies ainsi réalisées dans un fond de développement.

En 1956, la Russie a préconisé une réduction de 10 à 15 p. 100 de ses dépenses militaires et de celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Encore une fois, une partie des économies réalisées devaient servir à financer le développement.

En 1973, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution de l'URSS demandant une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, précisant qu'un dixième des sommes ainsi économisées devrait aller à l'aide au développement.

La Roumanie, le Brésil, le Sénégal et la France ont formulé des propositions analogues.

Monsieur le Président, ma proposition est plus modeste. Point n'est besoin d'attendre que les grandes puissances militaires se mettent d'accord. Le Canada peut très bien montrer la voie, tout comme un ou deux pays du tiers monde.

Le 24 août de cette année, alors qu'il s'adressait à une conférence internationale sur les rapports entre le désarmement et le développement, notre propre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a déclaré que «... ce sont nos actes, et non pas nos paroles, qui permettront de juger cette conférence. Nous nous sommes déjà bien assez appesantis sur le fléau des armes et la nécessité du développement. Ce que nous devons rechercher, c'est la collaboration pratique, et non pas la récrimination réciproque». Il a ajouté que l'important, ce n'était pas à qui imputer le blâme, mais trouver le moyen de progresser.

Il a poursuivi en disant que comme première étape, nous devrions chercher surtout à mettre en oeuvre des mesures propres à favoriser le climat de confiance nécessaire à tout accord majeur sur la limitation des armes. Il a cité le cas de l'Europe et de l'Amérique centrale. Il a dit: «Ces exemples différents démontrent qu'il est possible lentement et graduellement de créer le climat de confiance propice au progrès. Nous devons intensifier nos efforts pour promouvoir cette collaboration au niveau régional».

Monsieur le Président, je soutiens que ma proposition de retenir 1 p. 100 de notre budget de dépenses et de l'offrir, à des fins de développement, aux pays du tiers monde qui réduisent leurs propres dépenses militaires serait une démarche, bien modeste il est vrai, en ce sens. Cette démarche, le Canada est parfaitement bien placé pour l'entreprendre, mais si d'autres pays devaient nous imiter, cela constituerait un énorme progrès vers la paix et la sécurité dans le monde.

● (1420)

[Français]

Mme Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je trouve comme bien d'autres députés que la motion présentée par l'honorable député de Cowichan—Malahat—Les îles (M. Manly) est intéressante, mais en fait, elle manque de réalisme.

Je pense aussi, comme y faisait allusion mon honorable collègue il y a quelques minutes, que les Canadiens sont partisans d'un désarmement, mais dans un contexte global. Et je pense que ce qu'il voudrait, ce serait que cela se fasse d'une façon globale dans le monde et ce, le plus tôt possible.

Monsieur le Président, mais il faut quand même considérer que depuis longtemps les nations fabriquent et possèdent des armes et qu'elles continueront dans cette même voie tant qu'elles auront des raisons de le faire.

Si je regarde d'un peu plus près la motion qui nous est présentée aujourd'hui, elle traduit l'idée assez répandue qu'il y a un lien causal, et je dirais presque un rapport inverse entre les dépenses au niveau de la défense et celles qui sont faites en faveur du développement. On croit alors que la réduction des dépenses en matière d'armement entraînera une augmentation correspondante des fonds affectés au développement mondial. Mais en réalité, monsieur le Président, on ne peut pas procéder de cette façon.